

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAUDELET HOLDING SAS

271 rue du Meunynck
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET Eco
tri_Dunkerque_0007005204\2_Inspections\2023 10 09 Sécurité Déchets\
BAUDELET_HOLDING_Dunkerque_RAPVI_0007005204.odt

Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement BAUDELET HOLDING SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023. Elle a pour objet la vérification de certaines prescriptions liées à la réception des déchets sur le site et au traitement des V.H.U., et également de constater les suites données aux écarts relevés lors de l'inspection précédente du 25/10/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET HOLDING SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux ;
- le prétraitement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;
- une zone d'entreposage, dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage ;
- une zone d'entreposage, dépollution, démontage ou découpe de bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage ;
- une zone de transit et regroupement de déchets dangereux.

Le site dispose de deux bâtiments, d'une voirie interne, de parkings et de zones de transit, tri et regroupement de déchets ou d'entreposage de bennes.

Le bâtiment principal (n° 1) abrite une zone de déchetterie professionnelle pour déchets dangereux et non dangereux, ainsi que plusieurs zones de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (cartons, plastiques, DEEE, déchets verts, inertes, bois) provenant de collectes et d'apports de professionnels.

Le bâtiment secondaire (n° 2) abrite un comptoir d'achat de matériaux pour particuliers et professionnels avec une zone de transit, tri et regroupement de métaux, une zone déchetterie pour particuliers (DEEE, déchets dangereux, amiante), un atelier pour la réparation des engins, les bureaux et locaux sociaux.

A l'extérieur se trouvent :

- une zone d'apport volontaire de ferrailles ;
- une zone de transit, tri et regroupements de ferrailles ;

- une zone de transit, tri et regroupement de DEEE (issus de l'apport volontaire des ferrailles) ;
- de zones d'entreposage de bennes pleines avant expédition (ferrailles et métaux ou DIND triés) ;
- de zones d'entreposage de bennes vides (sales ou propres) ;
- d'un pont bascule.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie
- réception des déchets et V.H.U.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.2.	/	Sans objet
2	Ressources en eau - moyens internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.4.1.	/	Sans objet
3	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.1.3.2.	/	Sans objet
4	Conduite à tenir en cas de détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.1.3.4.	/	Sans objet
5	INSTALLATION TRAITEMENT V.H.U.	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.2.4.	/	Sans objet
6	INSTALLATION TRAITEMENT V.H.U.	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.2.5.	/	Sans objet
7	INSTALLATION TRAITEMENT V.H.U.	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.2.6.	/	Sans objet
8	INSTALLATION TRAITEMENT V.H.U.	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 8.2.7.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site présente un bon aspect de propreté et les procédures d'exploitation sont mises en place et suivies. L'exploitant a mis en œuvre les dispositions nécessaires à la levée des écarts constatés lors de l'inspection précédente du 25/10/2022.